

Tunisie : remous politiques et opacité économique

Dans tout pays, un directeur du cabinet présidentiel congédié ou démissionnaire pourrait passer pour un évènement anodin. En Tunisie, c'est tout à fait le contraire. C'est un indice du malaise que vit le pays sur les plans politique, économique et social.

De Tunis, Kattou Mohamed

En effet, la «démission» de M. Ridha Bel Haj de son poste à Carthage est interprétée comme une exclusion du palais décidée par le président Béji Caïd Essebsi. Cette sortie serait en lien direct avec les évènements vécus par le parti Nidaa Tounes dont les jours sont comptés suite à la cascade des démissions de ses cadres.

Quel rôle a joué Bel Haj dans la dislocation de ce parti ? Ses partenaires lui reprochent d'avoir été le principal instigateur des remous vécus par cette formation politique pour aider le fils du président de la République, Hafedh Caïd Essebsi, à

monter en puissance et prendre en main le commandement de Nidaa Tounes au détriment d'autres cadres plus affirmés. Son échec aurait conduit le président de la République à s'en séparer.

Poussant l'extrapolation, d'aucuns lui reprochent son désir de soigner son image pour se présenter comme un successeur potentiel au chef de l'Etat. C'est ainsi qu'ils interprètent son action de vider le parti de sa substance, soit de cadres, de loin, plus compétents que lui.

Simultanément, le chef de l'Etat, fondateur de Nidaa Tounes, n'entend nullement laisser son parti tomber en désuétude. Pour le sauver, il serait en train de mijoter un plat auquel il convierait d'autres hommes politiques pour se rallier à son parti dans le but de lui donner de nouvelles forces et en faire, de nouveau, le parti le plus puissant du pays, capable de gouverner à lui seul pour mettre en pratique son propre programme. C'est dire

combien Béji Caïd Essebsi est sensible à cette question qui ne cesse de lui tarauder l'esprit sachant qu'il est dans l'obligation de gouverner en compagnie du parti islamiste qu'il ne porte pas dans son cœur. D'ailleurs, l'entente façade qu'il a souvent montrée avec Rached Ghannouchi ne l'a pas empêché d'en dire du mal dans une interview accordée, récemment, à un journal du Bahreïn lors de sa visite, la semaine dernière, dans ce royaume. Pour lui, le gouvernement actuel est en train de souffrir des séquelles de la gestion des islamistes.

Ces derniers en «bons» politiciens ont accusé le coup et n'ont manifesté aucune réaction. Que cachent-ils ? A l'opposé, la gauche critiquée, elle aussi, pour son rôle dans les derniers évènements vécus en Tunisie, n'a pas fait la fine bouche en lançant au président de la République, un défi d'apporter la preuve de ses accusations osant même lui rappeler que sans

les sacrifices de la gauche, il n'aurait pas accédé au palais présidentiel.

Au même moment, le bruit court dans la capitale à propos d'un éventuel changement du chef du gouvernement. Habib Essid pourrait faire les frais des dernières protestations menées par les citoyens des régions déshéritées. D'autant plus que les mesures prises, dans la précipitation, pour faire taire les manifestants ne pourraient pas aider le pays à sortir de la crise économique et sociale.

Ces bruits ont été cautionnés par l'audience accordée lundi par le président de la République à un ancien ministre de Ben Ali, M. Nouri Jouini, connu pour sa compétence et sa droiture.

Serait-il le futur chef du gouvernement ? Et si c'est le cas, sera-t-il capable de booster l'économie nationale pour lui permettre de réaliser un taux de croissance supérieur au 0,2 % de l'année 2015.

K. M.

RABAT DÉSTABILISÉ PAR LES DÉCLARATIONS DE JUPPÉ SUR LE SAHARA OCCIDENTAL À ALGER

Pas de vacances royales au Maroc pour Alain

Les officiels et les lobbies pro-marocains, à Bruxelles, n'en croyaient pas leurs yeux !

Comment, Alain Juppé, cet ex-Premier ministre, fondateur de l'UMP devenue «Les Républicains», qui a de fortes chances de devenir président en 2017, a-t-il osé en référer à Christopher Ross, au droit international, sur le dossier sahraoui ?

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Rabat, en effet, sait qu'une évolution de la France sur la question ferait pencher définitivement le balancier en faveur du Polisario et de la RASD. Déjà en colère contre l'Union européenne, suite à la décision de justice de Luxembourg d'annuler l'Accord agricole conclu avec le Maroc et englobant le Sahara occidental, avec la sortie algéroise d'Alain Juppé, le Maroc est tombé dans la dépression nerveuse.

Les traditionnels soutiens européens du palais royal dont l'europarlementaire Gilles Pargneaux, ont promis — ils sont grassement payés pour cela — de demander des «explications» et des «clarifications» à Alain Juppé.

Comme si le maire de Bordeaux, vieux routier de la politique et fin connaisseur du dossier sahraoui, ne savait pas ce qu'il prononçait en apportant sa caution à l'envoyé spécial onusien.

Le plus stressant pour Rabat est qu'il craint que le positionnement de Juppé, lors de son séjour algérien, n'exprime, en définitive, la nouvelle orientation de la diplomatie française en le dossier.

L'établissement de Rabat soupçonne, d'ailleurs, François Hollande d'être sur la même ligne déclamée ouvertement par Juppé en Algérie. Le palais royal et le Makhzen semblent avoir des informations précises qui les persuadent que «quelque chose de pas bon se trame à l'Elysée».

Pas dupes, les Marocains savent parfaitement qu'en politique étrangère, Alain Juppé ne se risquerait pas à en référer à

l'ONU sur le dossier sahraoui si l'actuel locataire de l'Elysée ne lui avait pas accordé sur cette question, sinon l'accord du moins l'assentiment.

Homme d'Etat et soucieux, avant tout, des intérêts supérieurs de son pays, Alain Juppé, selon les profondes convictions marocaines, ne se serait pas aventuré si loin sans l'aval de François Hollande.

En optant pour cette conduite, habile, faut-il le souligner, le chouchou des sondages pour la prochaine présidentielle soigne son image d'homme sérieux, soucieux des équilibres au Maghreb et ne s'éloigne pas des clous du consensus international sur la question sahraouie.

Une attitude aux antipodes de Nicolas Sarkozy, colérique, sanguin, confondant intérêts personnels et raison d'Etat. Il est certain que Juppé ne passera pas des vacances aux frais de Mohammed VI au Maroc comme il semble acquis que Nicolas de Hongrie ne sera pas — plus — président de la République française.

C'est très bien ainsi. Bien joué, Alain !

A. M.

LIBAN

Deux éléments présumés de Daesh tués près de la frontière syrienne

L'armée libanaise a tué deux hommes armés et arrêté 27 personnes, dont un commandant de l'organisation terroriste autoproclamée «Etat islamique» (Daesh), pendant une opération à Aarsal, ville proche de la frontière syrienne, a annoncé mercredi une source proche des services de sécurité.

Selon cette source, «le raid visait Abou Bakr al Rakkaoui, un chef local de Daesh, et d'autres dirigeants du groupe terroriste.»

Daesh et le Front al-Nosra syrien, lié au réseau terroriste d'Al Qaïda, ont fait de fréquentes incursions à Aarsal et y avaient notamment enlevé en 2014 plusieurs dizaines de soldats et policiers libanais.